



Nucléaire ENFIN L'HIVER AU CHAUD ?

L'arrivée de l'hiver questionne l'approvisionnement en électricité des ménages. Il repose sur le bon fonctionnement des 56 réacteurs nucléaires. Alors, la France est-elle prête ?

PAR BARTHÉLÉMY PHILIPPE

C'était il y a deux ans. Entre l'indisponibilité de cinq réacteurs nucléaires touchés par la corrosion et la guerre en Ukraine, avec son impact sur les importations de gaz russe, l'approvisionnement électrique des Français était en danger. Effrayé par le risque du black-out (la panne à grande échelle), le gouvernement avait multiplié les campagnes de prévention à destination des ménages.

Qui a oublié le fameux slogan : « Je baisse (le chauffage), j'éteins (les appareils électriques), je décale (mes horaires de consommation) », diffusé *ad nauseam* pendant l'hiver 2022-2023 ? Finalement, plus de peur que de mal : grâce à une météo plutôt douce, le pire a été évité.

Deux ans plus tard, les spots sont de retour sur nos écrans. Mais l'approvisionnement en électricité des Français ne devrait pas être suspendu à la météo. C'est ce qui ressort des prévisions du gestionnaire du réseau de transport électrique (RTE). Selon la filiale d'EDF, « les perspectives pour la sécurité d'approvisionnement en électricité apparaissent très favorables » et « le risque de déséquilibre entre l'offre et la demande est faible ». Conclusion, sauf « situation exceptionnelle », l'alimentation électrique devrait être assurée tout l'hiver. Ce, même si une partie des 56 réacteurs français seront temporairement indisponibles pour maintenance. « En moyenne sur l'hiver, on devrait disposer de 80 à 85 % de nos capacités

SOBRIÉTÉ
La hausse du prix de l'électricité, depuis 2022, a incité les ménages à revoir leur consommation.

maximales de production », explique Emeric de Vigan, spécialiste des questions énergétiques.

Plusieurs facteurs expliquent l'optimisme de RTE, d'habitude très prudent. D'abord, la disponibilité globale retrouvée du parc nucléaire, grâce à la réparation des réacteurs sujets aux problèmes de corrosion durant l'hiver 2022-2023.

Autre point positif, la belle année des énergies renouvelables, avec une production hydraulique record. Mais aussi des stocks de gaz bien remplis, en France comme en Europe. Enfin, un équilibre entre l'offre et la demande qui a beaucoup évolué par rapport à l'avant crise énergétique. « L'offre a augmenté mais c'est surtout la baisse de la demande, 5 à 10 % inférieure

à ce qu'on a connu avant la crise, qui permet à RTE d'être confiant », poursuit Emeric de Vigan.

Les causes de cette baisse ? Les entreprises qui ont optimisé leur consommation pour s'adapter à la flambée des prix. Et les ménages échaudés par les factures, qui ont des usages plus sobres.

Le revers de la médaille, c'est que la demande est aussi tirée vers le bas par la mauvaise passe de l'industrie française. Certaines usines électro-intensives ne tournent pas. C'est le cas de Vencorex, fleuron de la chimie française. Les 450 salariés du site isérois sont en grève, depuis le placement en redressement judiciaire de l'entreprise.

VERS DES EXPORTATIONS RECORD ?

Au-delà de l'autosuffisance, le niveau de notre production électrique hivernale doit permettre à la France d'exporter. Vers nos clients habituels : l'Italie, le Royaume-Uni et surtout l'Allemagne, qui a commis l'erreur funeste de tout miser sur l'énergie renouvelable, ce qui la rend dépendante au gaz russe. « Non seulement nous devrions pouvoir vendre de l'électricité hors de nos frontières tout l'hiver, mais on se dirige vers une année record en matière d'exporta-

tion », se félicite Christophe Grudler, député européen Renew, qui préside l'intergroupe sur le nucléaire.

Tout n'est pas encore rose au pays de l'atome, mais la France a au moins retrouvé le chemin de l'indépendance énergétique. Aujourd'hui, le mix électrique tricolore repose à 65 % sur le nucléaire. Le gaz est réduit à la portion congrue, tandis que la part du renouvelable grimpe : à elle seule, l'énergie hydraulique représente un peu plus de 10 % du mix, tandis que l'éolien et le solaire montent à 15 %. Malgré ces progrès, le renouvelable reste pénalisé par son intermittence. L'élec-

tricité renouvelable s'exporte difficilement, car les pics de production ont lieu l'été, quand la demande est faible. « C'est difficile à intégrer sur le marché, reconnaît Christophe Grudler. Dans les échanges, l'offre doit correspondre à la demande au kilowattheure près, ce qui n'aide pas dans le cas du renouvelable. »

Le salut énergétique de la France passe donc avant tout par le nucléaire. L'ancien PDG d'Elf et de la SNCF, Loïc Le Floch-Prigent, est un convaincu de la première heure : « C'est une énergie abondante, bon marché et souveraine. Tant qu'on n'a pas compris cela, on ne peut pas être un grand pays. »

LE SALUT ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE PASSE AVANT TOUT PAR LE NUCLÉAIRE



MONTEBOURG ET STÉRIN UN DUO POUR FAIRE RAYONNER L'ATOME

En 2023, Arnaud Montebourg (ancien ministre de l'Économie de François Hollande) et Pierre-Édouard Stérin (investisseur et fondateur de SmartBox) se sont appuyés sur leurs fonds d'investissement respectifs pour créer Alfeor, un groupe industriel qui veut fédérer les PME sous-traitantes du secteur. Les deux hommes sont animés par la même conviction que le salut de la souveraineté française passe par la relance de la filière nucléaire. Avec quatre acquisitions à son actif – dont TSM, expert de la maintenance préventive des infrastructures – Alfeor s'impose déjà comme un fournisseur incontournable des géants du nucléaire : EDF ou Orano. ■

FIGARO PHOTO : NICOLAS GUERBE

RENOUVELABLE

Le barrage de Roselend produit l'équivalent de la consommation en énergie domestique de 450 000 habitants.

La classe politique, qui vise la neutralité carbone en 2050 (un des objectifs du Green Deal, le pacte vert européen), l'a-t-elle compris ? Après avoir assumé la fermeture du site de Fessenheim, demandée par son prédécesseur, Emmanuel Macron a pris un virage pro-nucléaire dans la foulée de la guerre en Ukraine. Depuis sa réélection, le président a promis la construction de six à quatorze nouveaux réacteurs nucléaires. Huit EPR 2 (de nouvelle génération) ont déjà été validés par le conseil d'administration d'EDF. Ils seront localisés sur les sites de Penly, Gravelines et Bugey. Mais « ils ne verront pas le jour avant 2040 ou 2045 », selon Christophe Grudler. Il faut dire que la phase d'instruction de chaque dossier auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) dure... au moins trois ans ! De quoi exaspérer Loïc Le Floch-Prigent, qui fustige les lourdeurs administratives et la bureaucratie : « Poser des centrales en cinq ou six ans, on l'a fait, on peut le refaire. On n'est pas obligés d'attendre vingt ans. » Peut-être est-ce le signe de l'art très français d'ajouter une touche de complexité là où il n'y en a pas forcément besoin... ■

